

Enlèvement politique à Paris ?

Kouchner a « perdu » le témoin-clé de l'enquête Hariri

par Jürgen Cain Külbel

21 avril 2008

La presse internationale se passionne pour l'affaire As-Siddik, ce témoin-clé de l'affaire Hariri qui a « disparu » sur le territoire français le 13 mars. Les témoins s'interrogent sur le rôle de la France de Nicolas Sarkozy qui, en application de la résolution 1636 du Conseil de sécurité des Nations unies, avait la responsabilité de le tenir à la disposition du Tribunal spécial de l'ONU. Pourtant, cette affaire, qui pourrait être le premier enlèvement politique par la CIA sur le sol français depuis la réactivation du « stay-behind » en 2001, reste largement ignorée des Français.

Le prétendu ancien officier des services secrets syriens, Mohamed Zuhair As-Siddik, témoin-clé des enquêteurs de l'ONU dans l'enquête sur l'assassinat du Premier ministre libanais Rafiq Hariri, a disparu depuis le 13 mars dernier, sans laisser la moindre trace. Il était logé dans une villa à Chatou (Yvelines), près de Paris et vivait sous surveillance du ministère français de l'Intérieur. Une source dans la police française a affirmé qu'il n'était plus, ces derniers temps, assigné à résidence ni sous le coup d'une mesure de surveillance judiciaire. Pour le journal libanais *Ittijahat*, cette disparition est un « scandale politique », notamment suite à la déclaration faite par le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, à la télévision saoudienne *Al Arabiya* : « *Je suis certain qu'As-Siddik a disparu et cela me chagrine* ».

Mohamed As-Siddik a été arrêté en octobre 2005 à Paris suite à un mandat d'arrêt international émis contre lui dans le cadre de l'enquête sur l'attentat ayant coûté la vie à Rafiq Hariri. Il est soupçonné d'avoir participé à l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais. Il devait être extradé vers le Liban, mais cela ne s'est pas fait, la France refusant d'extrader un coupable vers un pays où il risque de se voir appliquer la peine de mort [1]. Depuis, As-Siddik était placé en résidence surveillée, étant donné qu'il était le témoin-clé de l'ex-procureur allemand Detlev Mehlis, qui a dirigé —de mai à décembre 2005— la commission d'enquête de l'ONU et qui a tenté d'établir la responsabilité de la Syrie dans cet attentat.

As-Siddik aurait « avoué » à Mehlis durant l'été 2005, avoir prêté son appartement de Chalda, dans la banlieue de Beyrouth, aux conspirateurs préparant l'assassinat de Hariri. Parmi les membres de cette conspiration, quatre gradés libanais de haut-rang qui croupissent aujourd'hui en prison, sur les conseils de Mehlis.

Un an plus tard, sur les ondes de la télévision saoudienne *Al Arabiya*, As-Siddik est allé encore plus loin dans ses accusations en affirmant que « *le président syrien Bachar El-Assad et son homologue libanais, Emile Lahoud avaient personnellement donné l'ordre de liquider Hariri* ». Il a affirmé qu'il avait vu « *le véhicule [qui aurait transporté les explosifs] en train d'être préparé, dans un camp des services secrets syriens, à Zabadani dans la plaine de la Bekaa* ». *Il aurait également remis à Mehlis « des documents et des images ne laissant aucune place au doute ».* « *J'ai les négatifs sur moi, il y a beaucoup de choses qui vont être révélées* ».

Les services secrets et les conspirateurs —pour des raisons de sécurité— travaillent selon le principe du « chacun en sait le moins possible ». Un projet professionnel d'assassinat est exécuté par des unités opérationnelles. Ces équipes agissent indépendamment les unes des autres : l'une fournit les explosifs, l'autre se charge du véhicule, une troisième surveille la victime, une autre encore brouille les pistes, etc. Les différents participants ne se connaissent pas. Le fait que Siddik « sache tout sur tout » aurait dû mettre la puce à l'oreille de M. Mehlis, ou au moins de son adjoint, l'ex-premier commissaire de la police criminelle allemande, Gerhard Lehmann, du BKA, le meilleur enquêteur anti-terroriste, devenu célèbre lors de l'affaire du kidnapping de Khaled el-Masri par la CIA [2].

Il s'est rapidement avéré que les « déclarations sous serment » d'As-Siddik avaient été obtenues contre de l'argent. Ses frères ont déclaré avoir reçu un appel téléphonique de sa part, à l'automne 2005, depuis Paris, dans lequel il jubilait : « Je suis millionnaire ! ». Le gouvernement syrien avait depuis longtemps envoyé une

documentation sur le personnage aux gouvernements occidentaux, dans l'espoir que Mehlis ne tomberait pas dans le piège. Puis, en octobre 2005, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* « révéla » ce que tout le monde au Moyen-Orient savait depuis longtemps : As-Siddik est un membre de la pègre, déjà condamné à plusieurs reprises dans des affaires criminelles et d'escroquerie. Même la commission d'enquête de l'ONU savait qu'As-Siddik leur avait menti : au début il avait affirmé avoir quitté Beyrouth un mois avant l'attentat contre Hariri, avant d'avouer, fin septembre 2005 sa participation directe à l'attentat.

Les doutes sur la crédibilité de Siddik se sont encore renforcés quand il s'est avéré qu'il avait été recommandé à la commission d'enquête de l'ONU par Rifaat Al-Assad, renégat syrien de longue date et oncle du président syrien actuel. Le « président syrien alternatif » en exil paya le billet d'avion d'As-Siddik pour l'Europe, où, selon Charles Ayoub, directeur du journal libanais *Ad-Diyar*, il reçut « une importante somme d'argent » de la part de Saad Hariri, fils de la victime, ainsi que de Walid Jumblatt, leader de la « Révolution des Cèdres ». Cette opération de corruption avait pour but d'obtenir qu'As-Siddik convainque Mehlis de la responsabilité de la Syrie dans l'attentat contre Hariri, contre les avis de la CIA et des services secrets saoudiens. Mehlis —qui manquait cruellement de preuves contre la Syrie—, aurait mordu à l'hameçon. Selon un diplomate français interrogé à l'époque, « Quand As-Siddik —qui n'était rien de plus que le chauffeur d'un général syrien— s'est mis à table, Mehlis n'avait pas grand chose comme cartes dans son jeu ».

Mercredi dernier, Imad As-Siddik, le frère du témoin clé, a formulé depuis Damas de lourdes accusations contre la France : « Les autorités françaises ont facilité sa disparition, peut être pour aider d'autres personnes à l'éliminer, ou alors ce sont eux qui l'ont éliminé ». Un autre frère du disparu, Omar As-Siddik, se dit persuadé que « à l'heure qu'il est Zuheir a été assassiné, afin d'en faire porter la responsabilité à la Syrie ». Pascale Andreani, porte-parole du Quai d'Orsay, s'empressa de démentir ces allégations. Même David Bellemare, responsable de la commission d'enquête de l'ONU depuis le début de l'année, était perplexe : « Je ne sais pas où il est. Il n'est pas sous notre protection et n'a jamais demandé à faire partie de notre programme de protection des témoins ».

Le lendemain jeudi, le journal koweïtien *As-Siassah* publia une information fracassante : ils avaient pu s'entretenir au téléphone avec As-Siddik et il aurait déclaré « Je vis caché, dans un endroit tenu secret, près de la France et du Tribunal international, et je vais bien ». Selon ce journal —propriété de Saad Hariri— As-Siddik se cacherait par peur pour sa vie, n'ayant pu obtenir la moindre protection de la part de la commission d'enquête internationale ; malgré le fait qu'il ait envoyé plusieurs courriers au tribunal et informé la justice libanaise de trois tentatives d'assassinat. Dès que le tribunal commencerait ses travaux, il referait surface. Entre temps la famille As-Siddik a accusé le groupe politique libanais pro-occidental qui a « fabriqué » le témoignage d'As-Siddik, de l'avoir liquidé. Selon le quotidien libanais *As-Safir*, il importe peu de savoir si As-Siddik est caché en France, en Arabie saoudite, aux Émirats ou tout autre pays du Golfe. « Il est probable qu'il s'est réfugié auprès de ceux qui, il y a deux ans, ont organisé son voyage de Riad à Paris ». Une attaque directe contre le financier d'As-Siddik, Saad Hariri. Se pose également la question du rôle qu'entend jouer la France dans l'enquête sur l'assassinat d'Hariri, compte tenu du fait qu'elle ait laissé « disparaître » le témoin le plus important, dont le « témoignage » a fait jeter en prison quatre généraux libanais. Peut-être que le « vilain menteur » As-Siddik va finir par refaire surface, probablement à proximité du lieu où scintillent les dollars, étant donné « qu'il était déjà obsédé par l'argent quand il tétait encore les seins de sa mère » a raconté une cousine du délinquant au journal allemand *Neues Deutschland*.

Jürgen Cain Külbel

Ancien enquêteur de la police criminelle de RDA (1974-1988), Jürgen Cain Külbel est journaliste au *Neues Deutschland*.

Dernier ouvrage publié : *Mordakte Hariri. Unterdrückte Spuren im Libanon*.

[1] Le tribunal de Versailles s'est opposé à l'extradition en l'absence de garantie qu'il n'encourrait pas la peine capitale. Cette garantie a été ultérieurement fournie par le président libanais Emile Lahoud, mais la Justice française n'a pas révisé sa position. Ndlr.

[2] Khaled el-Masri est un citoyen allemand. Du fait de son homonymie avec un leader supposé d'Al-Qaeda, il fut enlevé par la CIA lors de ses vacances en Macédoine et transféré en Afghanistan pour y être interrogé sous la torture. Libéré grâce aux interventions répétées de son pays, il a reconnu formellement le commissaire Gerhard Lehmann comme

l'individu qui l'avait abordé en Macédoine pour l'enlever. Cependant, M. Lehman n'a pas été inculpé car ses collègues lui ont fourni un alibi. Ndlr.